Les transports

Il est parfois difficile aux habitants du comté de Renfrew de comprendre ce que c'est que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Ce tarif est le nom qu'on a donné à une entente ratifiée par le gouvernement fédéral, le CP et les agriculteurs de l'Ouest il y a environ 85 ans, dans le cadre de la Confédération.

C'est tout ce que l'auteur de l'article a à dire sur le sujet. Les agriculteurs et les habitants de l'Est savent que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau est l'un des piliers de ce pays.

Tâchons de tout replacer dans le contexte approprié. Nous sommes au sommet d'une vague de centralisation qui a pris naissance à la fin de la guerre. Tout le monde comprend ce dont je parle. Nous avons tous assisté au débat constitutionnel. Nous avons été témoins de l'adoption de la loi nationale de 1967 sur les transports dans laquelle le pouvoir était centralisé. Nous connaissons tous la politique énergétique que le gouvernement applique depuis deux ou trois ans et dans laquelle il enfreint délibérément la constitution et empoche 50 milliards de dollars de plus en impôts provenant des provinces de l'Ouest.

Nous avons vu le gouvernement tenter unilatéralement de modifier la constitution. Nous avons été témoins des pressions exercées par les divers ministres en vue d'établir des offices nationaux de commercialisation non pas pour vendre des denrées mais pour surveiller des gens. Je pourrais donner un millier d'autres exemples, mais on sait que les hommes politiques qui font partie du gouvernement font confiance aux spécialistes. Mais ces derniers ont commis un nombre d'erreurs inouï depuis 20 ans.

Le rapport de la commission Hall portant sur cette question ne proposait aucune modification au tarif du pas du Nid-de-Corbeau. La commission Hall a entendu les chemins de fer répéter les mêmes arguments. Tous les groupes disaient: «Maintenez le tarif. Établissez une commission ferroviaire pour les Prairies que feront fonctionner des gens des Prairies et nous prendrons possession de toutes les terres que vous trouvez peu lucratives et nous les exploiterons. Nous les rendrons rentables et nous vous les remettrons.» Ils ont proposé qu'au lieu de renoncer et de majorer le tarif, ils aident à exploiter l'Ouest.

C'est probablement là une position ferme de tous les partis, de tous les hommes politiques. On ne devrait absolument pas demander aux agriculteurs de l'Ouest de céder sur cette question du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau tant que le gouvernement n'aura pas fait un certain nombre de choses. D'abord, le gouvernement devrait cesser de se mêler des affaires de la Commission canadienne du blé et de la Commission des grains. Ces commissions devraient être autonomes et avoir le droit d'assumer leurs fonctions comme elles l'entendent. Tout agriculteur sait de quoi je parle, surtout si l'on tient compte du fait que les prix sont inférieurs de \$1 à ce qu'ils devraient être. C'est là le résultat de ce genre d'ingérence.

Deuxièmement, il faudrait établir une administration ferroviaire des Prairies pour s'occuper des 2,000 milles de voies ferrées qui, apparemment, ne sont pas rentables. Un groupe centralisé ne devrait pas tenter de s'approprier cette responsabilité. Cela est bien dit dans le rapport de la Commission Hall.

Troisièmement, les chemins de fer devraient s'occuper du transport ferroviaire conformément à la loi sur les chemins de fer, la loi nationale sur les transports et autres directives du gouvernement. Des garanties de la part d'un gouvernement qui a prouvé qu'il ne respecte pas la loi ne vaudront rien, car cela fait 50 ans que les chemins de fer ne tiennent pas compte des

directives du gouvernement. La conversion au système métrique est censée être en cours. Les chemins de fer vont-ils adopter le système métrique? Ils n'y ont jamais pensé. Ils se moquent pas mal des imbéciles qui circulent par ici. Pourquoi en serait-il autrement? Les règles ne seront jamais imposées aux chemins de fer de toute façon.

Quatrièmement, nous voulons que le gouvernement soit moins bavard au sujet d'un mystérieux programme de développement. Nous voulons qu'il nous dise au juste comment il entend exploiter les ressources géothermiques, qui appartiennent, de l'aveu de tous, aux provinces. Nous voulons savoir ce qui adviendra des gisements gaziers. Nous voulons savoir ce que l'on fait de tout le charbon de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Nous voulons savoir comment on aménagera tous les cours d'eau.

Et surtout, nous voulons voir un système de transport établi noir sur blanc et dans les faits. Il nous faut un service ferroviaire reliant le sud de la Saskatchewan à Churchill, qui puisse acheminer la potasse, le charbon et les céréales à Churchill, huit à dix mois par année. On fait miroiter cette proposition aux provinces de l'Ouest depuis 60 longues années. Si tout ceci se concrétisait dans les cinq, dix ou quinze prochaines années et si l'on manifestait la ferme intention d'agir, je pense que les agriculteurs seraient alors disposés à discuter et à considérer rationnellement ce qui devrait être fait.

Je ne doute pas qu'en réalisant le programme de développement, le gouvernement ne procure de l'argent aux chemins de fer et aux provinces, ne crée des emplois, n'apporte des recettes supplémentaires au Trésor fédéral, tellement qu'il ne sera plus question du tarif du Nid-de-Corbeau pendant un bon bout de temps.

Cela s'est déjà produit. Les sociétés ferroviaires sont venues réclamer à grands cris de changer le tarif. En 1967, elles ont avoué publiquement, et tous les partis représentés à la Chambre l'ont avoué, que le tarif leur faisait gagner de l'argent. Nous n'avons pas laissé faire. Le Parlement n'a même pas voulu céder le droit de maintenir le tarif à l'un ou l'autre des organismes que nous avions établis comme la Commission canadienne des transports.

Je connais l'histoire par expérience, et je dis simplement à tous les Canadiens que lorsqu'on se fait prendre à enfreindre la loi, à renier la constitution, on ne peut pas s'attendre à faire adopter une proposition. Il faut qu'il règne une certaine confiance, mais il n'en est rien.

● (1450)

Il y a aussi l'insulte suprême. Rappelons-nous qu'après nous avoir si mal conseillés ces 25 ou 30 dernières années, les économistes ont déclaré qu'il n'y avait pas d'avenir pour les agriculteurs du Canada. Selon eux, le Canada aurait intérêt à se débarrasser des deux tiers de ses agriculteurs. Ils refusent d'admettre l'existence d'un marché mondial; ils nient qu'il y ait des affamés prêts à travailler pour gagner leur pain. En 1969, dans un rapport adressé au gouvernement, ils lui ont recommandé de se débarrasser de deux agriculteurs sur trois. Ils conseillaient de faire preuve de bienveillance à l'égard des plus âgés en les indemnisant pour se retirer de l'agriculture, mais recommandaient vivement de décourager les jeunes d'abord. Ils prévoient que les habitants de l'Ouest ne réussiraient à exporter que 360 millions de boisseaux par an. Or combien en exportons-nous aujourd'hui? Plus d'un milliard, chiffre qui va